Le pain gratuit et l’État

Nous n'avons pas encore parlé dans cet aperçu d'un palliatif – « le pain gratuit » – qui a été recommandé récemment et qui a produit, nous sommes heureux de le reconnaître, une certaine sensation.

Il est évident que l'idée mère de cette proposition : « Commençons par garantir la vie pour tous » est parfaitement juste. À mainte reprise, dans nos journaux et nos livres, nous nous sommes efforcé de démontrer que la clef de voûte de l'exploitation actuelle était dans la nécessité pour l'ouvrier de vendre sa force de travail à celui qui possède, et d'accepter ce qu'on voudra bien lui payer. La misère des pauvres fait la richesse des riches. Sans cette misère, point d'accumulation de capital possible.

Et, à l'exposition du socialisme, telle qu'elle fut faite par Thompson, Rodbertus et Marx (la théorie de la plus-value), nous avons reproché surtout de masquer le point de départ de toute cette théorie ; elle glisse trop rapidement sur le fait que le travailleur est *forcé* de vendre sa force de travail – juste pour ce qu'il aura coûté à la société pour la produire, comme le dit Marx, ou plutôt, comme nous le disons, pour ce que l’État, par la législation capitaliste et l'impôt, le forcera de vendre sa force de travail : c'est-à-dire, très souvent (pour des populations et des générations entières) *au-dessous* du strict nécessaire, – ainsi que le prouve la dégénération et l'arrêt de reproduction dans les masses ouvrières des grandes villes industrielles.

C'est pourquoi nous ne nous lassons pas de répéter que le *premier* devoir d'une révolution *sociale* serait de garantir le pain, le logement et le vêtement – le strict nécessaire, en un mot – pour tous. Et nous affirmons que si demain la Commune est proclamée à Paris ou n'importe où, et que si deux jours après cette proclamation il se trouve un seul habitant qui

n'ait pas de pain pour sa famille, un seul qui soit forcé de coucher sous les ponts, faute de logis, ou un seul qui marche encore en guenilles, – *il n'y a rien de fait*. La révolution sociale n'a pas encore commencé : elle est à faire.

Contrairement aux socialistes qui se préoccupent surtout de la *production* future, nous nous plaçons, pour commencer, sur le terrain de la *consommation*, – la production n'étant, selon nous, qu'une adaptation aux besoins créés par la consommation. Au *droit au travail* nous opposons le *droit à l'aisance*, et nous sommes persuadés que si l'idée avait été assez mûre en 1871, et si Paris avait commencé par garantir le pain et le logement à tous les habitants, en faisant appel aux bonnes volontés pour organiser ces deux nécessités de la vie, la Commune eût vécu bien plus trois mois, même sous les obus franco-prussiens.

Voilà pourquoi nous pensons que chaque fois que l'on cherchera à populariser l'idée du pain, du logement et du vêtement gratuits, on travaillera pour la révolution *sociale*, en sapant un préjugé fondamental de la société actuelle : – la rémunération selon les œuvres.

[|* * * *|]

Mais s'il faut, pour propager cette idée, créer de nouveaux préjugés, ou même simplement exagérer l'importance d'un changement partiel, on devine notre attitude.

Le révolutionnaire doit au peuple la vérité avant tout – *toute* la vérité. Glisser sur certaines parties de ce qu'il croit être la vérité, serait simplement un crime vis-à-vis de ceux auxquels il parle. Ce serait aussi une tactique absolument fausse. Une fois que nous sommes persuadés que l’État est un obstacle à l'affranchissement du peuple, au même titre que le capital, une fois que nous savons qu'il ne peut être mis au service du peuple, – comment pouvons-nous dire autre chose sans mentir à nous-mêmes ? Et quel avantage y aurait-il à le

faire, lorsque l'essentiel pour le montent est précisément de démolir le préjugé de l’État dans toutes ses manifestations ?

Aussi devons-nous dire que charger les municipalités, au moyen de l'impôt, de fournir le pain gratuit dans les conditions actuelles, serait d'autant renforcer l’État. Non seulement créer une nouvelle armée de fonctionnaires sur le dos des travailleurs, mais encore mettre entre les mains de l’État une arme autrement puissante et dangereuse que celles qu'il possède déjà : l'arme du pain quotidien. Ce que l’État donne, il peut le refuser. Et plus il est puissant, plus grande l'armée à son service, plus nombreuses ses fonctions, plus il est à même d'imposer sa volonté. Si l’État *permet* aux communes de distribuer le pain gratuit (les communes étant des succursales de l’État, elles ne peuvent le faire sans le consentement du Parlement), il maintient aussi le droit, et il possède aussi la force, de le leur empêcher.

Aussi, quand on nous dit que le pain gratuit permettrait aux ouvriers de gagner les grèves, on raisonne dans l'hypothèse d'un État qui *laisserait faire*. Or, si l’État n'a jamais laissé faire les ouvriers, pourquoi les laisserait-il faire cette fois-ci ? Il interviendrait, comme il intervient toujours, — soit en envoyant des bataillons de va-nu-pieds pour remplacer les grévistes, soit en fusillant les grévistes sous prétexte d'émeute, ce qui est bien plus facile. Et avec le pain gratuit, en son pouvoir, il n'aurait qu'à le refuser, pour réduire n'importe quelle grève.

Ceci, bien entendu sans rien dire des moyens détournés de faire pencher la balance en faveur des exploiteurs, lesquels moyens sont aussi fort nombreux. Ainsi, une commune qui aurait à nourrir les grévistes sans que ceux-ci payent l'impôt, avec et sans que les bons bourgeois courent d'eux-mêmes au-devant du percepteur d'impôts, serait bien vite au bout de ses ressources. Telle autre commune serait bientôt réduite à la soumission, quand elle verrait en face des grévistes un syndicat de patrons. Et ainsi de suite... Elles sont déjà

innombrables les ressources des patrons pour vaincre les grèves. Faut-il y ajouter encore l'État, c'est-à-dire les exploiteurs organisés et armés de pouvoirs, avec leur intervention – leur droit de donner ou de refuser le pain quotidien ?

[|* * * *|]

Si ceux qui croient à la force bienfaisante de l'État-nation et de l'État-commune mettent le pain gratuit dans leurs programmes – certainement c'est autant de gagné. Si, au lieu de « bains gratuits » et de « lavoirs communaux », dont nous parlent les possibilistes, ils exigent le pain gratuit ; si, en plus des repas scolaires et des bibliothèques communales, les radicaux dirigent la pensée populaire vers du pain gratuit pour tous, ce qui les amènerait forcément à discuter les moyens de le réaliser (division des fonctions communales, agriculture communale, etc.) – nous ne demandons pas mieux. Pour eux, c'est un progrès immense que de substituer le droit à la vie au lavoir et au bain communal. Rien que de penser à la nécessité de garantir à chacun l'existence, serait déjà, pour eux, un départ dans une direction nouvelle, communiste.

Mais que peut dire à cela l'anarchiste ?

(*à suivre*)

[/P. Kropotkine/]